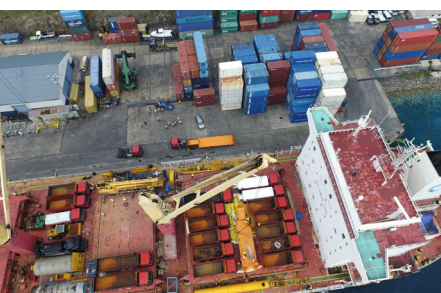


# Faciliter un commerce sûr : protéger la santé, réduire les coûts du commerce dans le domaine SPS

## Solutions pour la sécurité du commerce

Les pays font actuellement des efforts pour que les échanges à travers les frontières soient plus fluides et plus rapides. Parmi les solutions figurent la rationalisation des mesures SPS, l'amélioration de la coordination entre les autorités SPS et avec les douanes, les inspections conjointes, l'amélioration de la transparence et l'intégration des contrôles SPS dans les guichets uniques. Les acteurs publics et privés reconnaissent que ces réformes sont utiles pour réduire les délais de dédouanement et les coûts liés au respect des mesures SPS. Le film du STDF « Solutions pour la sécurité du commerce » montre ce que le Chili, la Colombie et le Pérou font actuellement pour assurer la protection de la santé et réduire les coûts de transaction.



## L'occasion offerte par la facilitation des échanges

Le renforcement des capacités en vue de mettre en place des contrôles SPS et d'adopter des solutions pour un commerce sûr offre aux gouvernements une occasion gagnant-gagnant d'améliorer la protection de la santé et de réduire les coûts du commerce. On estime qu'une économie de 1% sur le coût des transactions commerciales se traduit par un bénéfice de 43 milliards de dollars EU au niveau mondial<sup>1</sup>. Du fait que les douanes ont modernisé leurs systèmes et amélioré leurs résultats, on se concentre davantage sur les coûts de transaction dans le domaine SPS. Des études montrent que les obstacles procéduraux dans ce domaine augmentent les coûts et les délais des échanges commerciaux pour le secteur privé et accroissent l'incertitude. Comme le coût des mesures SPS est généralement fixe, ce sont les petites et moyennes entreprises qui en pâtissent le plus.

Les autorités SPS jouent un rôle clé dans la facilitation d'un commerce sûr. L'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges offre à ces autorités – qui ont généralement reçu moins de soutien – une occasion utile de moderniser et d'améliorer leurs opérations. La mise en place de solutions pour la sécurité du commerce et le renforcement des capacités SPS contribueront à des échanges plus fluides et plus rapides, et les pays pourront en retirer les bénéfices économiques. Pour concrétiser ce potentiel, les gouvernements nationaux doivent investir dans les capacités SPS en tant que bien public mondial. Cela dépend aussi du soutien des partenaires de développement et des donateurs.

## Coup d'œil sur les coûts de transaction dans le domaine SPS

Chaque fois qu'un participant à la chaîne d'approvisionnement doit communiquer des renseignements à des organismes officiels, y compris les autorités chargées des contrôles SPS, cela engendre des coûts de transaction. Ces coûts peuvent être directs (par exemple, présentation de documents, impositions et redevances, frais d'inspection et paiements informels) ou indirects (par exemple, délais à la frontière et incertitude concernant les procédures).

Les travaux de recherche effectués par le STDF au niveau régional ainsi que d'autres études menées, entre autres, par le Groupe de la Banque mondiale et l'ITC montrent que la façon dont les mesures SPS sont mises en place accroît parfois de façon non nécessaire le coût et les délais de l'activité commerciale. Les coûts liés aux procédures SPS sont, par exemple, les suivants :

- plus de contrôle que nécessaire ;
- transparence limitée concernant les prescriptions, les formulaires et les redevances ;
- prescriptions faisant double emploi en matière de documents ; inspections multiples ;
- délais d'attente plus longs que nécessaire ;
- incertitude, arbitraire, imprévisibilité.

Il est important de s'attaquer aux coûts des procédures SPS afin de réduire les coûts du commerce pour le secteur privé et de faire en sorte que les ressources publiques soient employées de manière optimale.

<sup>1</sup> OCDE, 2013

## L'Accord SPS de l'OMC

L'Accord SPS de l'OMC facilite un commerce sûr des produits alimentaires et agricoles. Il reconnaît que les mesures SPS reposant sur des fondements scientifiques peuvent entraîner certains coûts de transaction, mais que ces coûts ne doivent pas être plus élevés que nécessaire. L'article 8 et l'Annexe C de l'Accord portent sur les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation. Par exemple, les procédures visant à vérifier le respect des mesures SPS doivent être effectuées sans retard injustifié et ne doivent pas faire de différences entre les produits importés et les produits d'origine nationale.



*Le projet du STDF a joué un rôle important en faisant mieux connaître les liens concrets entre le renforcement des capacités SPS et la facilitation des échanges. Cela a démontré les possibilités avantageuses pour tous que peut offrir une collaboration plus étroite entre les organismes présents aux frontières, ce qui contribuera à stimuler le commerce régional au sein du COMESA.*

**Martha Byanyima, Secrétariat du COMESA**

## Éliminer les obstacles : faciliter le commerce sûr<sup>2</sup>

Le commerce intrarégional représente à peine 10% du commerce total du COMESA. Les coûts élevés du commerce en sont l'un des obstacles majeurs, ce qui oriente les échanges vers des circuits informels contournant les contrôles SPS. La capacité des organismes de réglementation à protéger la santé des personnes et des animaux et à préserver les végétaux s'en trouve ainsi limitée.

Le projet « Éliminer les obstacles » mené par le STDF en Égypte, au Kenya, au Malawi, en Ouganda, au Soudan, en Zambie et au Zimbabwe collabore avec les autorités SPS, les douanes et les autres organismes de gestion des frontières. Il aide à déterminer comment mettre en place des mesures SPS de façon à améliorer la protection de la santé, tout en réduisant les obstacles et les coûts de transaction liés aux procédures SPS.

Dans le cadre de ce projet, dirigé par le COMESA en collaboration avec le CABI, de nouveaux outils ont été expérimentés pour identifier et analyser le coût des transactions commerciales dans le domaine SPS aux frontières et à l'intérieur des frontières. À cette occasion, une attention

particulière a été portée aux petits négociants et aux femmes. Grâce à cette collaboration, les gouvernements et le secteur privé ont commencé à remédier aux principaux problèmes dans le domaine SPS tels que les certificats, permis et licences multiples, les vérifications de documents faisant double emploi et les contrôles par différents organismes. Cela contribuera à lever les blocages au commerce régional pour des produits tels que le maïs, les arachides, les oranges, la viande bovine, le lait et le poisson.

Le projet a posé les bases d'une simplification des réglementations et des procédures opératoires dans le domaine SPS. Les autorités SPS et les autres organismes présents aux frontières comprennent mieux désormais la nécessité de travailler ensemble pour faciliter les échanges. Les connaissances et les compétences se sont améliorées quant à la manière de respecter les mesures SPS reposant sur des fondements scientifiques pour, à la fois, protéger la santé et réduire au minimum les coûts de transaction. À l'avenir, l'amélioration de la conformité avec les prescriptions SPS contribuera à accroître le commerce intrarégional, que le COMESA juge essentiel pour promouvoir la compétitivité et stimuler le développement économique dans la région.

<sup>2</sup> [www.standardsfacility.org/PG-346](http://www.standardsfacility.org/PG-346)

## L'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges

Destiné principalement à réduire les formalités et les délais administratifs, l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges concerne tous les organismes de gestion aux frontières, y compris les autorités SPS. Il précise certaines dispositions de l'Accord SPS. Par exemple, il dispose que les gouvernements doivent mettre en place un traitement avant arrivée, publier les temps moyens nécessaires à la mainlevée et mettre en ligne des renseignements sur les prescriptions et les redevances à l'importation et à l'exportation. Il demande aussi aux douanes, aux autorités SPS et aux autres organismes présents aux frontières de coopérer afin d'accélérer le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises.



“ Le fait de faire partie du STDF et de mettre à profit ses travaux sur la facilitation du commerce sûr a contribué à augmenter l'impact de la CIPV et de ses normes et à mieux les faire connaître. Les travaux conjoints ont donné lieu à une collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation mondiale des douanes.

**Dr. Jingyuan Xia, Secrétaire de la CIPV**

## Amélioration de l'inspection phytosanitaire et de la collaboration interinstitutionnelle en Azerbaïdjan<sup>3</sup>

En Azerbaïdjan, un projet financé par le STDF et dirigé par la FAO renforce actuellement les capacités en matière de contrôles phytosanitaires à l'importation et à l'exportation et contribue à intégrer ces contrôles dans un système de guichet unique. L'approche du projet consiste à encourager et améliorer la collaboration entre les autorités chargées des contrôles phytosanitaires et les douanes. À cette occasion, des formations conjointes ont été dispensées au sujet des procédures d'inspection phytosanitaire, un ensemble d'outils d'inspection a été mis en place et des activités de sensibilisation ont été organisées.

Les procédures d'inspection phytosanitaire aux postes frontière ont été simplifiées, les fonctionnaires des douanes ayant été formés en même temps que les inspecteurs phytosanitaires pour procéder efficacement aux contrôles. Parallèlement, le projet a renforcé les services de diagnostic concernant les parasites et amélioré l'inspection avant l'arrivée à la frontière et la certification à l'exportation. Il a également mis en place un système informatisé pour les permis d'importation, afin de réglementer l'entrée des végétaux et des produits végétaux, ce qui appuie les efforts faits pour passer à la certification électronique.

Le projet a créé les compétences techniques nécessaires pour les contrôles phytosanitaires à l'importation et à l'exportation et les systèmes informatisés, instaurant une coopération et un dialogue interinstitutionnels solides. Avec les changements institutionnels supplémentaires qui sont prévus dans l'ensemble du système SPS en Azerbaïdjan, le projet pose actuellement les bases qui faciliteront le commerce sûr et soutiendront l'accession du pays à l'OMC.

<sup>3</sup> [www.standardsfacility.org/fr/PG-316](http://www.standardsfacility.org/fr/PG-316).

## Les possibilités gagnant gagnant de faciliter un commerce sûr

Les travaux de recherche effectués par le STDF au niveau régional ont mis en évidence les bonnes pratiques permettant d'appliquer les mesures SPS de façon à assurer la protection de la santé, tout en réduisant au minimum les coûts de transaction, sur la base de l'Accord SPS. L'analyse portait sur la façon dont les mesures SPS sont mises en œuvre pour certains produits agricoles en Asie du Sud Est et en Afrique australe. Les pays en ont utilisé les constatations pour soutenir les réformes et améliorer les opérations dans le domaine SPS.



### Les normes internationales sont le point de départ

L'Accord SPS encourage les Membres de l'OMC à appliquer des mesures SPS compatibles avec les normes, directives et recommandations internationales élaborées par le Codex, la CIPV et l'OIE. Le respect des normes internationales est l'un des meilleurs moyens de faciliter un commerce sûr.

### La transparence au sujet des mesures SPS est importante

Pour respecter les mesures SPS, les négociants doivent comprendre ce que sont ces mesures. Améliorer la clarté des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation est une mesure simple qui peut apporter de grands avantages. Le fait de publier en ligne les réglementations, les formulaires et les redevances dans le domaine SPS facilite l'accès et encourage la bonne gouvernance. Un dialogue public privé régulier permet aux entreprises de savoir ce qui est exigé, y compris lorsque les réglementations ou les procédures SPS changent.

### La rationalisation des procédures SPS compte

C'est une bonne pratique réglementaire de réexaminer, rationaliser et simplifier régulièrement les procédures SPS. Il s'agit, entre autres, d'abroger les règlements désuets, de supprimer les doubles emplois dans les documents requis par les autorités SPS et les autres organismes présents aux frontières, et/ou de réduire le nombre de documents requis pour chaque expédition. La simplification des procédures SPS peut encourager un plus grand nombre de petits négociants à emprunter les circuits formels, ce qui aura des avantages supplémentaires à la fois pour la protection de la santé et pour l'économie.

### Les approches fondées sur les risques fonctionnent

En privilégiant l'inspection des produits de base et des aliments à risque élevé et moyen et en contrôlant moins strictement les produits à faible risque, on contribue à éviter des retards et à assurer un emploi plus efficace des ressources peu abondantes. Plusieurs facteurs – type de produit/d'aliment, origine, antécédents du négociant en matière de respect de la réglementation – devraient être pris en compte pour catégoriser le risque. Les orientations élaborées par la FAO, l'OIE et l'OMS aident à mettre en place des contrôles fondés sur les risques.

### Les organismes présents aux frontières doivent travailler ensemble

Le dialogue entre les autorités SPS, les douanes et les autres organismes qui participent au commerce aux frontières ou à l'intérieur des frontières aide à trouver des moyens nouveaux, collaboratifs et plus intelligents de faciliter le commerce et d'améliorer les résultats. Parmi les solutions figurent l'harmonisation des prescriptions en matière de renseignements ou des horaires d'ouverture, l'organisation d'inspections conjointes ou les nouvelles manières de mettre en place des contrôles SPS, par exemple en s'en remettant aux autres organismes présents aux frontières pour vérifier les documents lorsque les autorités SPS ne sont pas physiquement présentes à tous les postes frontière.

### Progression vers la certification SPS électronique

L'automatisation des processus SPS de mainlevée à l'importation et à l'exportation et l'intégration des prescriptions réglementaires SPS au sein de guichets uniques favorisent la transparence et constituent un moyen d'accélérer le commerce et de réduire les coûts. La certification SPS électronique offre une autre possibilité d'améliorer l'intégrité, l'efficacité et la sécurité des certificats SPS et de réduire les délais de traitement.